

« L'austérité est dangereuse » pour le patron de Force ouvrière

Yves Veyrier, secrétaire général du syndicat, était à Antibes hier, à l'occasion du congrès départemental de la formation pour parler réforme des retraites et grève du 5 décembre

FO appelle à la grève le 5 décembre contre la réforme des retraites. Ne faut-il pas réformer le système actuel ?

Nous sommes opposés au système de régime unique. Les régimes spéciaux concernent une faible proportion des actifs. Et le mode de calcul par point tout au long de la carrière plutôt que les 25 dernières années dans le privé et les six derniers mois dans le public va accroître les inégalités. Notamment entre les hommes et les femmes, les femmes ayant un salaire moins élevé que les hommes. Si vous entrez tard dans la vie active, que vous avez une interruption de carrière, lors d'une grossesse par exemple, que travaillez à temps partiel pour vous occuper de votre enfant, il vous sera plus difficile d'acquiescer des points.

Que proposez-vous ?

Le Conseil d'orientation des retraites évoque un déficit du

système de retraite entre 8 et 17 milliards d'euros d'ici à 2030. Il faut relativiser ce chiffre par rapport aux 314 milliards de pensions versés / en 2017, ndr/. Il faut s'attaquer à la question des recettes. Le gouvernement pense au déficit, nous pensons aux recettes. Plutôt que d'adapter le système de retraite à la précarité, il faut agir et supprimer la précarité et les inégalités en faisant que tout un chacun ait un emploi à temps plein, pérenne. Il ne faut pas voir les retraités uniquement comme une

dépense. Ils ont un pouvoir d'achat, certains aident leurs enfants et petits-enfants. Nous pensons qu'il faut conserver et améliorer le système actuel.

Cette nouvelle grève va paralyser le pays.

En 18 mois de concertation avec le haut commissaire aux retraites, notre formation n'a eu de cesse d'expliquer les raisons de notre



(Photo M...)

désaccord. Nous ne sommes pas contrredits. Mais, pour autant, nous ne sommes pas entendus. La manifestation ne suffit pas. Nous n'avons donc pas beaucoup d'autre choix que d'appeler à la grève. Nous invitons les salariés du privé à nous rejoindre. Ils sont plus difficiles à toucher, car, contrairement aux salariés du public, l'Etat n'est pas leur employeur, mais l'enjeu en vaut la chandelle. Et comme une journée ne suffit pas, nous

évoquons une grève reconduite mais pas illimitée.

Car je veux croire que le gouvernement va renoncer à son projet et qu'on revienne à la table des négociations.

Que pensez-vous du « plan urgence hôpital » dévoilé mercredi ?

L'augmentation du budget de 1,5 milliard sur trois ans ? Si vous ramenez cette somme au nombre d'établissements, ça ne sera pas suffisant pour répondre à la situation. Et le versement de primes n'est pas à la hauteur des attentes des salariés. Nous demandons une réponse plus forte en matière de effectifs et de revalorisation des carrières.

Comment sortir de l'impasse à la SNCF ?

On a trop longtemps stigmatisé les cheminots. Cela rend les négociations difficiles. Il est urgent de renouer la dialogue

Ce qu'on espère avec le nouveau président.

Vous dites penser aux recettes. Où les puiser ?

Notre pays produit des richesses. Des activités qui produisent des emplois et des emplois qui produisent des activités.

FO a récemment lancé une grande campagne de revalorisation des emplois de services à la personne. Ils ne sont pas suffisamment valorisés, qualifiés, rémunérés. L'autre enjeu porteur de développement c'est l'adaptation au changement climatique. Pour générer des recettes, l'Etat doit investir massivement dans ces deux secteurs. L'austérité est dangereuse socialement et démocratiquement.

PROPOS RECUEILLIS
PAR MATHILDE TRANOY